

LES FRANÇAIS ET LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE : UNE LECTURE POLITIQUE

Antoine Bristielle

25/06/2025

Suite à la fermeture par Donald Trump de l'Agence américaine du développement international (USAID), une eurodéputée Reconquête! avait déclarée que la France ferait bien de s'en inspirer et avait fustigé l'Agence française de développement qui prendrait « de l'argent dans la poche des Français » pour « l'envoyer au monde entier ». À partir des résultats d'une **enquête éclairante, Antoine Bristielle, docteur en science politique et directeur de l'Observatoire de l'opinion de la Fondation, montre dans cette note que les Français ont une approche du sujet plus fine que celle de cette élue.**

Il y a quelques mois, l'Agence française de développement (AFD) a été la cible de critiques virulentes de la part de certains responsables politiques d'extrême droite. Suite à la fermeture par Donald Trump de l'Agence américaine du développement international, Sarah Knafo, eurodéputée Reconquête!, avait ainsi déclarée que la France ferait bien de s'inspirer de la mesure prise par le président américain, fustigeant l'AFD qui prendrait « de l'argent dans la poche des Français » pour « l'envoyer au monde entier »¹.

Dans ces conditions, cette note vise non seulement à éclairer la perception qu'ont les Français de l'aide internationale, mais également à éclairer les éventuels clivages politiques qui se dessineraient à ce niveau, grâce aux résultats d'une **enquête** Toluna-Harris Interactive pour l'AFD. Existe-t-il au sein de la population française des positionnements différents sur l'aide au développement en fonction de la proximité partisane des répondants ?

[Les résultats complets de l'enquête](#)

Le rapport des Français à la politique de partenariats internationaux

Les Français se sentent-ils bien informés de la politique de partenariats internationaux de la France ? Au global, 58% de nos concitoyens se considèrent mal informés et seulement 42% bien informés. Certains clivages politiques peuvent par ailleurs être identifiés. Les proches de La France insoumise (52%), de Renaissance (51%), de l'Union des démocrates et indépendants (52%) et du Parti communiste (50%) se disent majoritairement bien informés sur la politique de partenariats internationaux de la France quand, à l'inverse, les proches des partis d'extrême droite sont les moins bien informés (38% pour les proches du Rassemblement national et 39% pour les proches de Reconquête!).

Si seulement 42% des Français se disent bien informés concernant la politique française d'aide au développement, c'est pourtant une proportion largement supérieure (66%) qui est favorable à une telle politique. Pour autant, les mêmes clivages politiques que nous montrions concernant le sentiment de connaissance se dessinent ici aussi. C'est bien à gauche et au centre de l'échiquier politique que les Français se montrent les plus favorables à cette politique (87% pour les proches de La France insoumise (LFI), 88% pour les proches des Écologistes, 87% pour les proches du Parti socialiste, 82% pour les proches de Renaissance et 78% pour les proches d'Horizons). Le soutien décroît chez les proches des Républicains (65%), même s'il reste très majoritaire. Quant aux proches des partis d'extrême droite, les niveaux de soutien passent sous la moyenne (40% pour les proches du Rassemblement national et 37% pour les proches de Reconquête!). Néanmoins, notons que même au sein de ces électorats d'extrême droite, le soutien est donc loin d'atteindre des niveaux abyssaux.

Graphique 1. Pourcentage de Français favorables à ce que la France soutienne les pays en développement, selon la proximité partisane des répondants



Les raisons de la politique d'aide au développement

Comment expliquer ces différents niveaux de soutien au sein du paysage politique ?

Peut-être en s'intéressant à ce que la politique de partenariats internationaux signifie pour la population française. Au global, 74% des Français considèrent que la politique de partenariats internationaux est une obligation morale envers les pays pauvres, 80% considèrent que c'est un investissement de long terme dans l'intérêt des Français, car le monde est interconnecté, et 54% considèrent que c'est un gaspillage d'argent public. Le croisement de ces trois items de réponse en fonction de la proximité politique des répondants donne à voir des résultats extrêmement intéressants.

Les proches des partis de gauche et du centre ont, sur ces trois points, un positionnement assez cohérent. Ils considèrent à la fois de la manière extrêmement majoritaire que les partenariats internationaux sont une obligation morale, qu'ils peuvent par ailleurs être bénéfiques pour les Français, et de manière extrêmement minoritaire qu'il s'agit d'un gaspillage d'argent public. Au contraire, chez les proches des partis d'extrême droite, le positionnement est plus ambigu. 62% des proches du Rassemblement national considèrent que les partenariats internationaux sont une obligation morale, 71% considèrent également que ces politiques peuvent être bénéfiques pour les Français, mais ils sont également 75% à considérer qu'il s'agit d'un gaspillage d'argent public.

Graphique 2. Comment les Français considèrent la politique de partenariats internationaux de la France, en fonction de leur proximité partisane



Les implications financières de la politique de partenariats internationaux sont donc largement remises en question par les proches des partis d'extrême droite. Ainsi, 85% des proches du Rassemblement national et 78% des proches de Reconquête! considèrent qu'aujourd'hui la France n'a plus les moyens de s'impliquer dans la résolution des problèmes du monde, alors que cette position n'est partagée que par une faible minorité des proches des partis de gauche et du centre (40% pour les proches de La France insoumise, 39% pour les proches du Parti socialiste, 38% pour les proches de Renaissance). Par ailleurs, seuls 32% des proches du Rassemblement national et 33% des proches de Reconquête! considèrent que, lorsque la France accorde un financement ou investit pour accompagner les pays pauvres qui en ont besoin sur le plan économique, climatique ou sanitaire, cela peut avoir un impact positif sur l'économie française. Au contraire, autour de deux tiers des proches de tous les partis de gauche et du centre perçoivent des impacts positifs pour l'économie française.

Si les proches des partis d'extrême droite et – dans une moindre mesure – de droite considèrent

que l'aide au développement ne présente pas un grand intérêt économique pour la France, ils se montrent aussi extrêmement sceptiques concernant l'efficacité du soutien aux pays en développement. À l'inverse, au centre gauche de l'échiquier politique, la donne est différente. L'aide au développement est jugée efficace par 59% des proches du Parti socialiste et des Écologistes, et par 69% des proches de Renaissance.

Graphique 3. Pourcentage de Français considérant que l'aide aux pays en développement est efficace, selon leur proximité partisane



Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

Des sensibilités différentes concernant le sort des pays en développement, selon la proximité partisane

En dehors des questions liées aux implications financières des partenariats internationaux et de l'aide au développement, un sujet est central pour mesurer l'acceptation de ces politiques : le fait de se sentir concerné par les difficultés rencontrées par les habitants de pays moins développés. Si deux tiers des Français se sentent concernés, des différences assez nettes apparaissent selon la proximité partisane des répondants. Quand autour de 80% des proches des partis de gauche et du centre se sentent concernés par les difficultés rencontrées par les habitants des pays moins développés, ce n'est le cas que pour 66% des proches de Républicains, 51% des proches du Rassemblement national et 39% des proches de Reconquête!.

Ce sentiment de proximité plus ou moins élevé avec les difficultés rencontrées par les populations des pays moins développés est-il lié au sentiment que l'avenir de ces pays aura des conséquences sur notre situation en Europe ? Ou, pour le dire autrement, les Français ont-ils le sentiment que, dans les dix à quinze années à venir, ce qui se passera dans les pays en développement (sur le plan politique, économique, climatique, démographique...) aura un impact sur leur vie en Europe ? Au global, 73% des Français considèrent que l'évolution de ces pays aura bel et bien un impact sur leur

propre vie.

Néanmoins, ils sont beaucoup plus indécis concernant la nature de cet impact : 31% des Français considèrent que l'évolution de ces pays aura un impact positif sur leur vie et 42% qu'elle aura au contraire un impact négatif sur leur vie. À ce niveau, les différences politiques sont marquées. Les proches des partis de gauche et du centre considèrent, davantage que la moyenne, que les évolutions des pays en développement auront des impacts positifs sur leur vie quotidienne (43% pour les proches de La France insoumise, 39% pour les proches du Parti socialiste, 40% pour les proches des Écologistes, 42% pour les proches de Renaissance). À l'inverse, 51% des proches du Rassemblement national et 63% des proches de Reconquête! considèrent que ces évolutions auront également un impact, mais négatif, sur leur propre vie.

Quel futur pour l'aide au développement ?

Projetons-nous maintenant dans l'avenir. Quelle devrait être, selon les Français, la priorité de la politique publique de partenariats internationaux de la France dans les années à venir ?

Au global, 33% des Français considèrent que la priorité devrait être donnée au fait de contribuer à la stabilité et à la paix dans le monde, devant le fait de contribuer à la lutte contre le dérèglement climatique et à la protection de la biodiversité et des océans (22%), devant le fait de renforcer le rôle de la France au plan international (16%), la lutte contre les inégalités dans le monde (15%) et, enfin, le fait de favoriser l'accès à des marchés internationaux aux entreprises françaises (14%).

Néanmoins, force est de constater que la proximité partisane des répondants influe très fortement sur la perception des priorités. Ainsi, les proches de La France insoumise jugent particulièrement prioritaire la lutte contre les inégalités dans le monde (25%), les proches du Parti socialiste la contribution à la stabilité et à la paix dans le monde (37%), tout comme les proches de Renaissance (42%) et des Républicains (37%). La contribution à la lutte contre le dérèglement climatique est jugée, quant à elle, essentielle par les proches des Écologistes (45%). Enfin, les proches des partis d'extrême droite valorisent plus que la moyenne une vision « utilitariste » des partenariats internationaux. 21% des proches du Rassemblement national et 31% des proches de Reconquête! considèrent ainsi que la priorité devrait être de favoriser l'accès à des marchés internationaux aux entreprises françaises. Par ailleurs, 21% des proches du RN et 23% des proches de Reconquête! considèrent également que la priorité devrait être de renforcer le rôle de la France au plan international.

Par ailleurs, comment organiser l'aide au développement dans les années à venir ? Comment

trouver des ressources financières et quels acteurs sont les plus légitimes pour financer ces partenariats ? 32% des Français jugent que la meilleure solution serait que la France pousse l'Union européenne à augmenter son budget de développement et de solidarité, 24% déclarent que la France devrait pousser les grandes puissances hors Union européenne à s'en occuper, 16% préféreraient que la France demande aux entreprises privées de donner de l'argent aux agences pour s'en occuper, 16% également que la France devrait tout simplement supprimer le budget de l'aide au développement et 12% que la France devrait, au contraire, plutôt augmenter son budget de développement et de solidarité. Mais là encore, des différences assez fortes apparaissent selon la proximité partisane des répondants. Les proches de LFI considèrent plus que la moyenne (23%) que les grandes entreprises devraient davantage contribuer à l'aide au développement. Les proches du Parti socialiste (48%), des Écologistes (45%) et de Renaissance (51%) pensent pour leur part qu'il faudrait que l'Union européenne augmente son budget sur cette thématique. Enfin, les proches du Rassemblement national (33%) et, plus encore, ceux de Reconquête! (50%) pensent de leur côté que la meilleure solution serait tout simplement que la France supprime le budget de l'aide au développement.

L'AFD, acteur indispensable de l'aide au développement

Venons-en enfin au cas précis de l'Agence française du développement. Tout d'abord, 59% des Français déclarent avoir déjà entendu parler de l'AFD (16% savent précisément ce qu'est cet organisme, et 43% ne le connaissent que de nom). Les différences qui s'expriment en fonction de la proximité politique des répondants sont assez intéressantes à analyser. De LFI aux Républicains, la connaissance de l'AFD est assez similaire, variant dans une fourchette comprise entre 63 et 69%. Mais c'est le cas de l'extrême droite qui est le plus surprenant. Les proches du Rassemblement national sont le groupe qui a le moins entendu parler de l'AFD (54%), alors que, à l'inverse, les proches de Reconquête! sont les mieux informés (77%).

Si l'AFD est plutôt bien connue au sein de la population française, elle bénéficie également d'une bonne image chez 78% de nos concitoyens. 86% des proches de LFI ont une bonne image de l'AFD, et c'est le cas pour 91% des proches du Parti socialiste, 92% des proches de Renaissance, et même 83% des proches des Républicains. Notons également que 66% des proches du Rassemblement national en ont également une bonne image. Il ne reste finalement que les proches de Reconquête! chez qui la bonne image de l'AFD n'est pas majoritaire (48%). 27% en ont même une très mauvaise image.

Graphique 4. Pourcentage de Français ayant confiance dans l'Agence française du développement, en

fonction de leur proximité partisane



Enfin, la bonne image globale de l'AFD se lie également à une confiance globale dans cette agence, chez 70% des Français. Si les taux de confiance sont extrêmement élevés chez les proches des partis de gauche, du centre et de droite classique, ils baissent néanmoins largement chez les proches du Rassemblement national (56%) et, plus encore, chez ceux de Reconquête! (39%).

1. Léa Deseille, « L'Agence française de développement « donne »-t-elle l'argent des contribuables « au monde entier », comme l'en accuse l'eurodéputée Reconquête Sarah Knafo ? », France Info, 22 février 2025.